



Philippe Ortolli

Une lacune: la formation des jeunes.

d'entre eux ont appris le pulaar, le bambara ou le wolof. « *Nous nous sentons plus libres. Nous n'avons plus besoin de personne pour dresser nos procès-verbaux de réunion, ni pour relever les numéros des pièces de rechange ou faire des calculs* », explique un membre d'un des 2 000 groupements villageois ou associations de base des producteurs que compte la zone cotonnière.

#### Les jeunes écartés ?

Outre les relais techniques, il y a les « gestionnaires villageois ». Ils s'occupent de la commercialisation primaire du coton. Avant l'hivernage, ils recensent les intentions de culture et identifient les besoins en crédits d'intrants. « *On s'appuie sur ces producteurs sortis de nos centres de formation, ce qui a permis d'avoir, jusqu'ici, de très bons rendements et de tenir face à la concurrence de l'arachide* », explique le responsable de la formation M. Claude Blain. Pour accompagner ces formations, la Sodéfitex utilise d'autres supports. Il y a *Kabaru*, le journal rural de l'entreprise écrit en langues locales. Il y a aussi les émissions de radio rurale diffusées par la station régionale de la RTS, la radiodiffusion nationale.

Certains choix - jugés non démocratiques - de certains paysans « relais » sont cependant dénoncés. Mal acceptés, ces hommes ont du mal à remplir correctement leur mission. Autre lacune, la formation des jeunes. Rares parmi eux sont choisis comme relais ou comme gestionnaires. Pour Boubacar Kamissoko, encadreur à la Sodéfitex, c'est seulement « *parce que ils n'ont pas souvent l'expérience et la personnalité nécessaires* ». ■

Madieng Seck

## Guinée : « pré-installé » pour le marché

Former des producteurs compétitifs qui raisonnent en termes de marché et de rentabilité économique : tel est l'objectif de l'école d'agriculture de Tolo (Guinée) dont certains élèves - des « pré-installés » - s'exercent sur ses terres pendant deux ans.

UNE aide financière et un appui technique pour s'installer sur une exploitation agricole : c'est ce que fournit chaque année à huit de ses jeunes élèves l'École nationale d'agriculture et d'élevage de Tolo (Guinée). Créée en 1932, l'ancienne Ecole du labour du Fouta est la plus ancienne de Guinée, voire de l'Afrique de l'Ouest. Il y a quelques années encore, elle formait surtout des agents d'encadrement du ministère de l'Agriculture. Crise économique et ajustement structurel interdisant désormais toute possibilité d'emploi dans la fonction publique, l'école de Tolo met désormais tout en œuvre pour assurer « l'insertion professionnelle » de ses élèves dans le monde rural. Avec l'appui, notamment, du Centre français du riz, organisation professionnelle agricole basée en Camargue (France) et



qui regroupe des riziculteurs et des chercheurs.

Dès la deuxième année de formation, l'école oblige les futurs agriculteurs à réfléchir sur un « projet professionnel » qu'ils sont tenus de défendre, l'année suivante, en fin de scolarité, devant un jury de professionnels de l'agriculture (représentants d'organismes de crédits, d'organisations paysannes, d'enseignants, notamment).

Ceux qui, contrairement à certains de leurs camarades, n'ont ni terres, ni capital, ni possibilités de crédits pour s'installer sur leur propre exploitation ou qui souhaitent acquérir une expérience supplémentaire peuvent devenir des « pré-installés » de l'école. C'est « *une expérience transitoire*



Abdoulaye Diari Diallo

Huit candidats sont sélectionnés chaque année.

qui doit permettre à des sortants (huit maximum par an) d'affiner et de mûrir leur projet d'installation, de prendre confiance en eux, d'accumuler les fonds nécessaires à leur future installation et de trouver la terre », est-il expliqué dans la plaquette de présentation rédigée par l'ONG française Anamorphoses qui soutient l'école.

### Facilités matérielles

Pendant deux années, l'école loue des terres aux huit « pré-installés » qui ont été sélectionnés, met à leur disposition un fonds de roulement de 500 000 francs guinéens, de l'outillage agricole, des intrants, un logement collectif avec chambres individuelles, les appuie techniquement, en cas de besoin. L'équipe dispose d'une paire de bœufs. Rien n'est fourni gratuitement. La terre est louée 10 000 francs guinéens, par exemple. Les avances sont remboursables à la récolte avec un taux d'intérêt de 5 % contre 30 % au crédit mutuel.

En 1997-1998, les « pré-installés » ont choisi de faire, comme les agriculteurs de la région, des cultures maraîchères (piments, tomate, aubergine) pendant la saison sèche d'octobre à avril, du riz et du maïs pendant la saison des pluies. Ils ont écoulé leur production à Mamou, ville du massif du Fouta Djallon proche de leur école, qui alimente le marché de Conakry, la capitale de la Guinée, 275 kilomètres plus loin, en légumes, via les commerçantes appelées *dioula moussou*. L'école consacre 40 % des bénéfices de la ferme de l'école à un fonds de crédit d'aide à l'installation des élèves sortants. Ce fonds est utilisé sous forme de crédits directs octroyés par un organisme externe à l'école.

C'est ainsi que Tolo prépare ses élèves à s'insérer dans une agriculture intensive capable de faire face à la concurrence mondiale. Au sud du pays, à Macenta, le plus grand aviculteur est un sortant de l'école. A Kindia, la capitale de la Guinée Maritime, à 150 km de Conakry, l'un des plus grands producteurs de riz est, aussi, un ancien de Tolo. ■

Abdoulaye Diari Diallo  
Nicolas Bocca

## Paraguay : pari écologique

S'initier aux méthodes écologiques de production, commercialiser les produits agricoles ; c'est le programme d'un centre de formation au Paraguay. Un pari sur les jeunes.



L'agriculture bio est enseigné à travers des « potagers - écoles » aux engrais organiques.

Yves Hardy

LES campagnes paraguayennes peinent à sortir de l'engourdissement. L'héritage, il est vrai, est pesant. Outre l'enclavement au cœur de l'Amérique latine, le pays se relève des trente-cinq années de la dictature du général Stroessner (déboulonnée en 1989), tandis que le parti colorado au pouvoir depuis cinq décennies maintient un quadrillage serré du territoire. Le reflux de la peur et le progressif éveil de la société civile ont cependant autorisé quelques initiatives. Par exemple, celle du CECTEC, le Centre d'éducation, de formation et de technologie paysanne. « L'esprit de soumission était fortement ancré chez les paysans, notamment les anciens, souligne André Werhle, l'un de ses responsables.

*Nous avons décidé de miser sur les nouvelles générations rurales. Nous disposons d'une jolie parcelle à Pirapey, dans l'Orient, nous l'avons mise à profit. »*

Direction Pirapey. Au terme de six heures de route goudronnée, découverte du centre, qui a pris ses aises dans un bel espace boisé. En contrebas, s'alignent les planches du potager où d'imposantes laitues rivalisent avec carottes, choux et oignons. « Ici, l'alimentation de base est peu variée, indique Carlos Ortiz du CECTEC, éternelle thermos de maté sous le bras. Du maïs, des haricots, parfois des pâtes. Les légumes permettent une première diversification. »

Plus d'une centaine d'adolescents de 13 à 17 ans, garçons et filles de ►